



Convention on
Biological Diversity



BURKINA FASO



Ministère de l'Environnement et
du Développement Durable

Atelier infrarégional pour la région de l'Afrique de l'ouest subsaharienne sur
l'évaluation des mesures incitatives
Ouagadougou, Burkina Faso, 14-14 mai 2013

« L'établissement des comptes environnementaux au Burkina Faso: l'expérience du projet pilote de comptabilité environnementale »

Paul BOMBIRI

Ingénieur en Statistique
DEES/MEDD

Tél.: +226 70 25 45 62

Email : pbombiri@yahoo.fr

Le 15 mai 2013

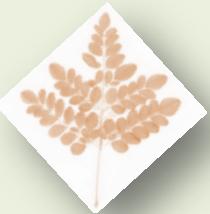




Nous parlerons de...

-  Description du projet
-  Démarche méthodologique
-  Les comptes pilotes environnementaux
-  Les principales difficultés
-  Les conclusions et perspectives





Description du projet

Coût : ~ 400 000\$ US + Contrepartie Nationale

Durée: 2,5 ans (Avril 2006 à décembre 2008)

Bailleurs: PNUD, APEFE (ONG belge)

Structure bénéficiaire : SP-CONEED/MEDD

Equipe: 01 Directrice Nationale, 02 experts nationaux (statisticiens comptables nationaux), 01 secrétaire

Appuis (technique, administratif, matériel) du SP/CONEED, des techniciens des Ministères



Objectifs du Projet

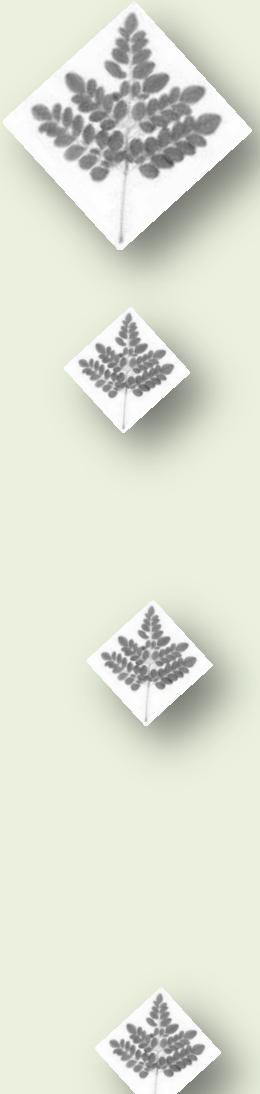
Objectif Global

Améliorer la mesure de la contribution des ressources naturelles et de l'environnement dans le développement socioéconomique en vue de lutter contre la pauvreté

Objectifs spécifiques

1. Mettre en place un système d'un système national Comptabilité environnementale;
2. Renforcer les capacités nationales en CE;
3. Sensibiliser les principaux partenaires;
4. Elaborer des comptes pilotes pour certaines ressources naturelles





Démarche méthodologique

- Recherche et exploitation de la documentation méthodologique
- Identification, Collecte et traitement des données disponibles
- Elaboration des comptes pilotes





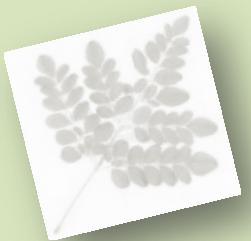
Méthode des comptes physiques des Ressources naturelles

Stock initial (t1)

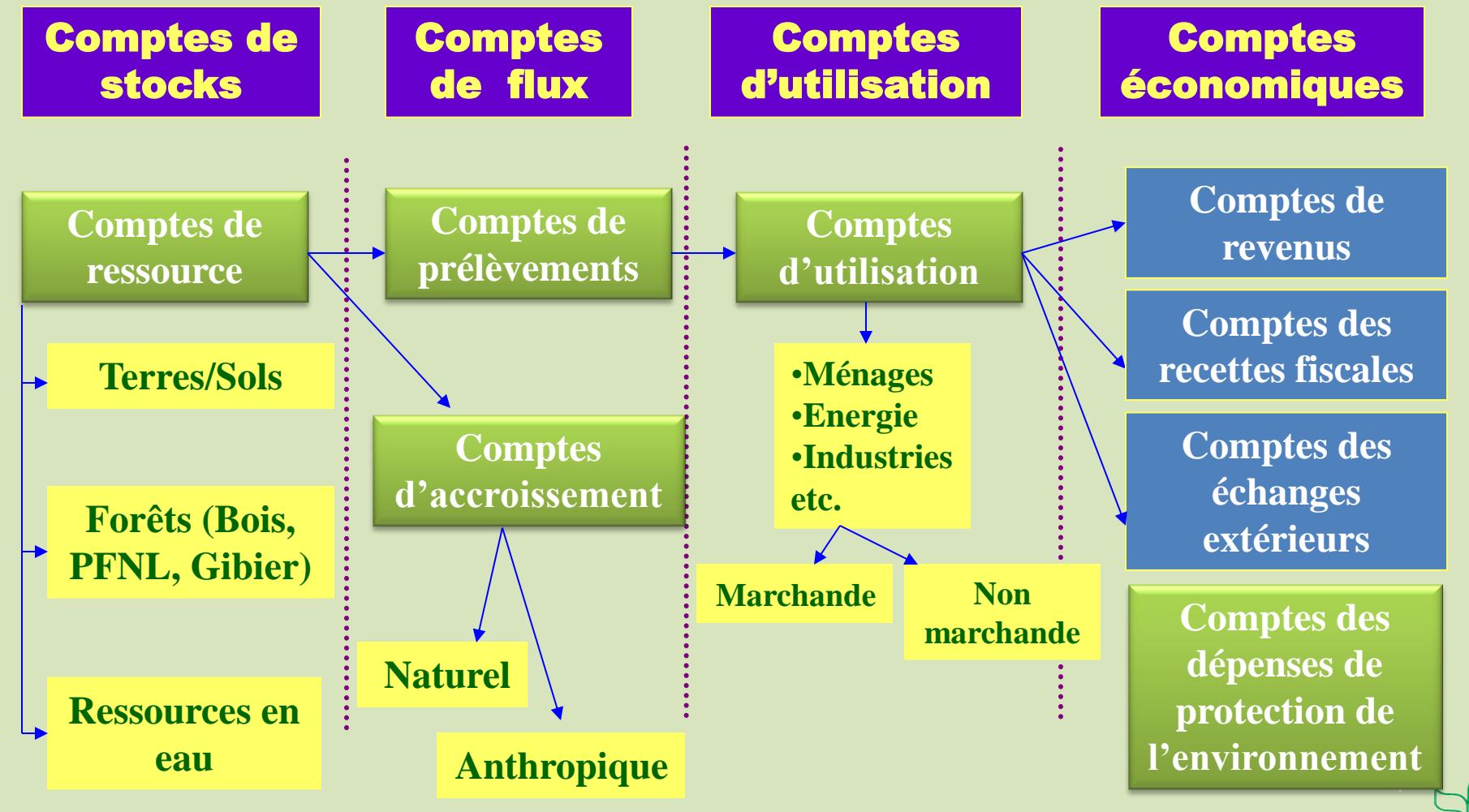
Variations de stock : prélèvement, épuisement, dégradation, utilisation économique, croissance naturelle, mortalité, effets des phénomènes naturels

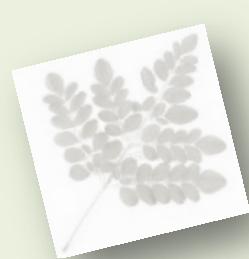
Stock final (t2)





La typologie des comptes des ressources naturelles





Principales données utilisées

- La Base de Données d'Occupation des Terres (1992 et 2002) → **comptes des terres et des forêts**
- Etat des lieux des ressources en eaux (2000) → **Comptes des ressources en eau**
- Résultats d'enquêtes + sources administratives → **Comptes de dépenses de protection de l'environnement**





Le compte d'occupation des terres

En hectares

	Territoires artificialisés	Territoires agricoles	Forêts et milieux semi-naturels	Zones humides	Surfaces en eau
Stocks d'ouverture (1992)	64 767	12 568 861	14 447 077	93 207	122 018
Autres accumulations	911	1 451 207	-1 449 212	-1 243	-1 663
Autres changements de volume	1 995	-393 758	366 493	-2 558	27 828
Stocks de clôture (2002)	67 673	13 626 310	13 364 358	89 406	148 183
Solde (2002-1992)	2 906	1 057 449	-1 082 719	-3 801	26 165



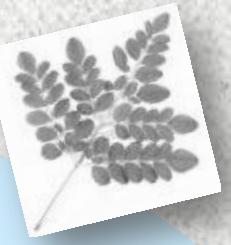


Compte des terres agricoles

En hectares

	2. Territoires agricoles	2.1. Cultures annuelles	2.2. Cultures permanentes	2.4. Zones agricoles hétérogènes
Stocks d'ouverture (1992)	12 568 861	7 233 252	13 001	5 322 608
Autres accumulations	1 451 207	571 610	2 077	877 520
Autres changements de volume	-393 758	32 147	1 863	-427 768
Stocks de clôture (2002)	13 626 310	7 837 009	16 941	5 772 360
Solde	1 057 449	603 757	3 940	449 752





Les comptes des forêts et des milieux semi-naturels

En hectares



	Forêts	Milieux à végétation arbustive et/ou herbacée	Espaces ouverts, sans ou avec peu de végétation	Forêts et milieux semi naturels
Stocks d'ouverture (1992)	897 942	9 316 929	4 232 206	14 447 077
Autres accumulations	-19 906	-1 226 948	-202 358	-1 449 212
Autres changements de volume	-1 060	296 183	71 370	366 493
Stocks de clôture (2002)	876 976	8 386 164	4 101 218	13 364 358
Solde	- 20 966	- 930 765	- 130 988	- 1 082 719

Forte pression sur les forêts et les milieux semi-naturels



Les comptes de l'eau en 2000

Offre de ressources
en eau

En millions de m³

	Bassins versants				Total
	Comoé	Nakambé	Mouhoun	Niger	
Ressources renouvelables utilisables	760	1 660	1 590	730	4 750



Demande
économique en eau

En millions de m³

	Bassins versants				Total
	Comoé	Nakambé	Mouhoun	Niger	
Demande consommatrice	117,7	143,7	191	52,8	505,2
Demande domestique	3,3	47,9	34,9	17,8	103,9
Demande Elevage	3	24,8	21,6	22,3	71,7
Demande pour l'irrigation	107,9	69,7	133,2	12,3	323,1
Demande pour l'industrie	3,5	1,3	1,3	-	6,1
Demande pour les mines	-	-	-	0,4	0,4
Demande non consommatrice	91	2 000	-	-	2091
Demande pour hydroélectricité	91	2000	-	-	2091
Total Demande en eau	208,7	2143,7	191	52,8	2 596,2

Plus de la moitié de l'eau utilisable est utilisée par l'économie

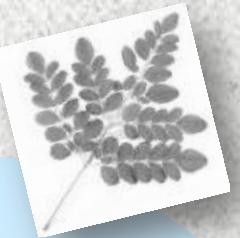




Le Compte des Dépenses de Protection de l'Environnement (CDPE)

- DPE : toute dépense relative à des actions et/ou activités visant principalement la **prévention**, la **réduction** et l'**élimination** des pollutions ainsi que de toute autre **dégradation** de l'environnement.

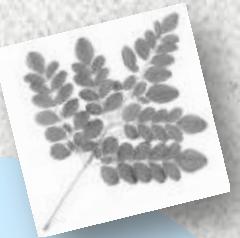




Objectifs du CDPE

- Le CDPE a décrit :
 - **les ressources qu'une nation dépense** pour la protection de l'environnement (DNPE) ;
 - **les sources de financement de cette dépense** ainsi que le fardeau financier relatif à la protection de l'environnement ;
 - **la production des biens et services** de protection de l'environnement.

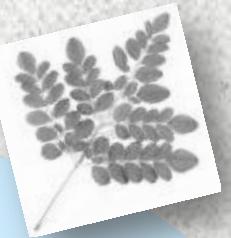




Résultats majeurs

- ◆ l'effort de protection de l'environnement en termes de dépenses est **le fait essentiellement des entreprises et du financement extérieur**;
- ◆ Les **domaines** de protection de l'environnement les plus financés sont la **gestion des eaux usées et des autres déchets, et la protection des sites, des paysages et de la biodiversité**.





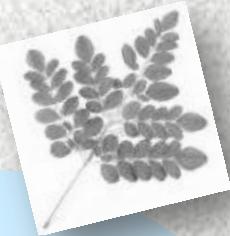
La DNPE et la DTPE

	2004		2005		2006	
	En millions FCFA	En %	En millions FCFA	En %	En millions FCFA	En %
Financement national (DNPE)	11 429	81%	12 423	74%	18 597	74%
Financement extérieur (Reste du Monde)	2 696	19%	4 430	26%	6 676	26%
Financement total (DTPE)	14 124	100%	16 853	100 %	25 274	100 %
DTPE/PIB	0,53%		0,59%		0,84%	

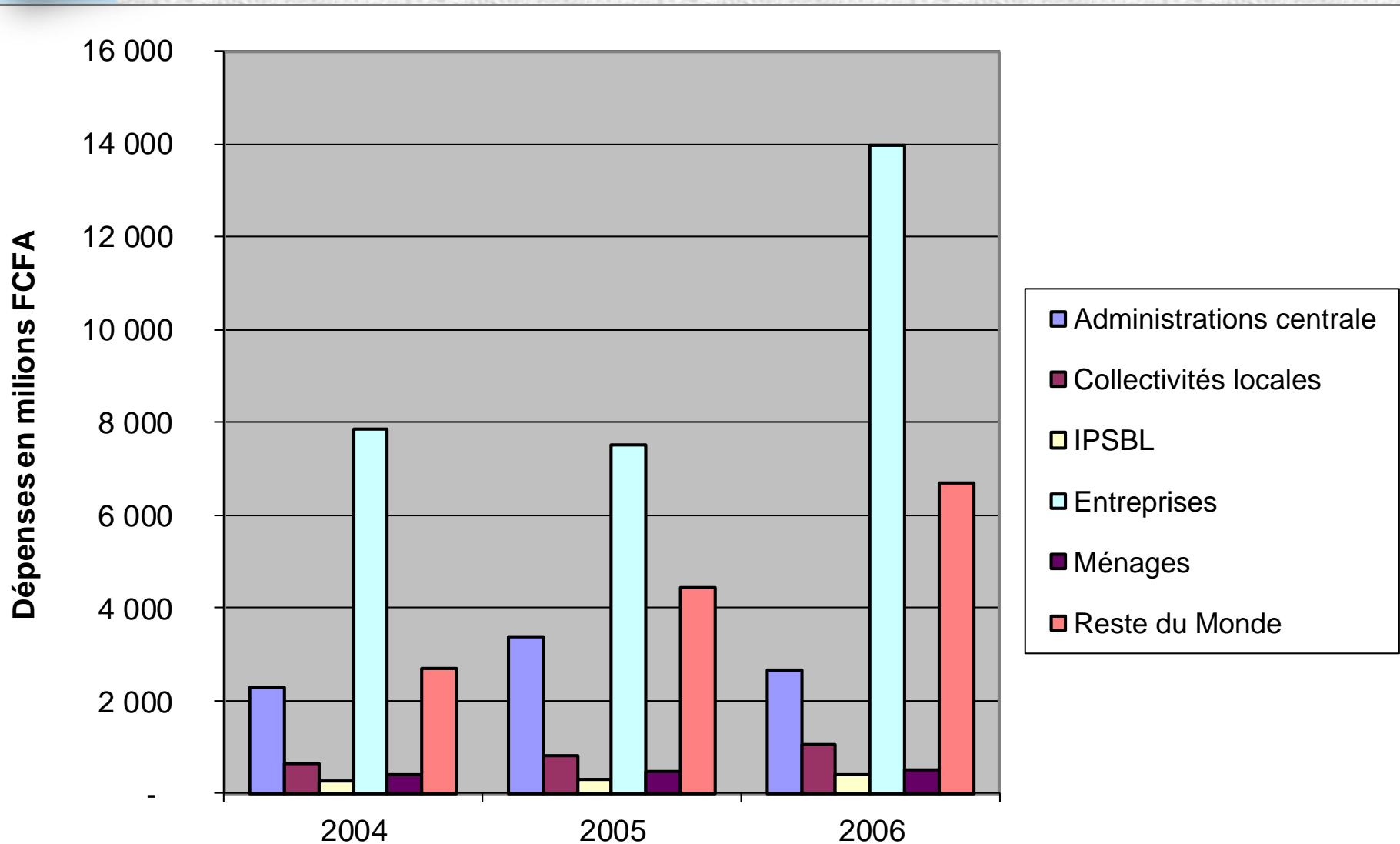
Dépense totale de protection de l'environnement (2004-2006) : 56.2 milliards FCFA (soit 0.65% du PIB) dont :

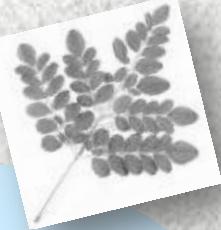
- Financement national : 42.4 milliards FCFA entre 2004 et 2006 (75%)
- Financement extérieur : 13.8 milliards FCFA (25%)





Dépenses de protection par secteur de l'économie



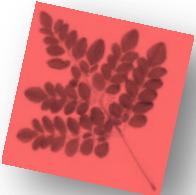


Les dépenses de protection par domaine environnemental

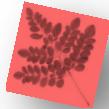
En millions de FCFA

Domaines	2004	2005	2006
Protection de l'air et du climat	145	258	4 056
Gestion des eaux usées	1 085	853	2 056
Gestion des autres déchets hors déchets radioactifs (solides, chimiques, etc)	1 534	1 852	2 888
Protection des sols et des eaux souterraines	493	246	531
Bruits et vibrations (excepté protection des lieux de travail)	119	5	12
Protection des sites, des paysages et de la biodiversité	1 731	2 718	3 182
Autres activités de protection	9 017	10 921	12 549
Ensemble	14 124	16 853 ₁₈	25 274





Les difficultés rencontrées



Ordre technique

- La nouveauté de la discipline
- La faiblesse du système statistique national en général et en particulier celui de l'environnement



Ordre institutionnel

- Les ressources humaines limitées et la courte durée du projet (2,5 ans) ;
- L'insuffisance des ressources financières et logistiques pour la collecte de données ;
- Le retard du déblocage des fonds ;
- La difficulté pour nouer des partenariats avec les institutions spécialisées





Conclusions et perspectives

Malgré les contraintes citées plus haut, les comptes pilotes ont permis de révéler les faits suivants :

Comptes physiques des ressources naturelles:

- l'analyse du compte d'**occupation des terres** fait ressortir **une forte pression anthropique** (activités agricoles, urbanisation) **sur les espaces naturels** (forêts et milieux semi-naturels) qui sont convertis à un rythme accéléré sur la période 1992-2002.
- les **stocks des ressources en eau renouvelables** utilisables subissent également **une forte pression**, **du fait des différents usages anthropiques** (ménages, élevage, industries, hydroélectricité et administration)





Conclusions et perspectives

Au niveau du CDPE, on note:

- l'**importance du financement extérieur** qui a presque triplé entre 2004 et 2006 passant d'environ **2,7 milliards à 6,7 milliards**, témoignant de l'intérêt de plus en plus grandissant de la communauté internationale à protéger l'environnement;
- toutefois, certains **domaines de protection de l'environnement** font l'objet de **peu de financement** : l'air et le climat, la protection des **sols et des eaux souterraines**, les bruits et vibrations;





Conclusions et perspectives

En termes de **perspectives**, nous préconisons les actions suivantes:

Au niveau technique :

- mener des **investigations complémentaires** (collectes supplémentaires, estimations, ...) en vue de rendre plus complets les comptes pilotes élaborés;
 - Prendre en compte **le bois de chauffe, les PFNL et les produits de la faune;**
 - **Rendre le compte de l'eau plus dynamique;**
- poursuivre la réflexion sur l'intégration du CDPE dans la comptabilité nationale
- entreprendre la réflexion sur la monétarisation des comptes physiques



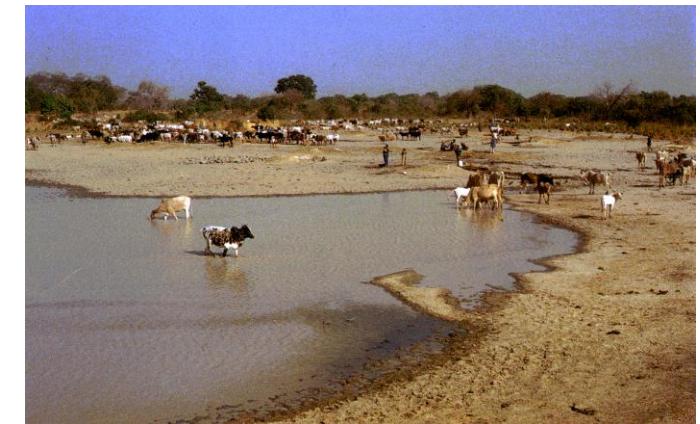


Conclusions et perspectives

Au niveau institutionnel :

- poursuivre le plaidoyer en vue de la mobilisation de ressources conséquentes pour l'institutionnalisation des comptes environnementaux;
- renforcer le système national de production de statistiques de l'environnement et parfaire son intégration au système statistique national.





MERCI
pour votre
aimable
attention!



Questions? Commentaires?

pbombiri@yahoo.fr

+226 70 25 45 62

